



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 24 JUIN 2022

L'an deux mille vingt deux, le vingt quatre juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TANGUY Anne)
KERLAN Frédéric (pouvoir à LECLERC Patrick)
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)
BLANDIN Lénéaïc (pouvoir à CORNEC Elodie)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)

Absents

SERGEANT André

Conseil de Communauté du 24 juin 2022
Délibération n°DCC2022_097

Objet	Convention pour la mise à disposition d'un outil d'analyse budgétaire aux communes
Rapporteur	Michel CORRE
Service	Service Finances
Thème	Mutualisations

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté souhaite mettre à la disposition des communes membres qui le souhaitent son outil d'analyse budgétaire et a étendu à cet effet son contrat avec son prestataire, lequel a organisé des séances de présentation et de démonstration à distance de son outil auxquelles plusieurs communes ont participé : Loperhet, St Urbain, St Divy, Dirinon, La Martyre, Logonna-Daoulas, Pencran, La Roche Maurice, Lanneuffret. Plouédern.

L'utilisation d'un même outil d'analyse budgétaire participe au développement d'une culture financière et budgétaire commune et l'extension de l'abonnement de la Communauté à toutes les communes permet à ces dernières de disposer d'un outil performant à moindre coût.

Cet outil a initialement été mis en place pour la Communauté et la Ville de Landerneau, dans le cadre de la mutualisation du service Finances, pour un coût annuel de 6 600 € TTC, réparti à part égale entre les deux collectivités.

L'extension de l'abonnement à d'autres communes a généré un surcoût annuel de 5 400 € TTC pour la Communauté.

Il est proposé de fixer le montant annuel de la participation financière des communes (hors Landerneau) à 250 €.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la mise en place d'outil d'analyse budgétaire mutualisé avec la Ville de Landerneau et

donnant entière satisfaction,

Vu les besoins en matière d'analyse budgétaire des communes et l'intérêt associé à l'extension de la mutualisation d'un tel outil à l'ensemble des communes membres de la Communauté,

Vu le faible surcoût pour la Communauté associé à l'extension de cet abonnement aux 22 communes,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 10 juin 2022

Vu l'avis favorable de la Commission Cohésion territoriale du 9 juin 2022

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 31 mai 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Décide de l'extension de l'abonnement à l'outil d'analyse budgétaire de la Communauté à l'ensemble de ses communes membres,

Article 2 : Fixe les modalités d'accès à cet outil via le projet de convention ci-joint,

Article 3 : Fixe le montant de la participation demandée à chacune des communes souhaitant bénéficier de cet outil à 250 € par an,

Article 4 : Autorise le Président à signer avec chacune des communes le projet de convention ci-joint.